

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 16 novembre 2020

Covid et poches pleines

Deux laboratoires, Pfizer et BioNTech, ont annoncé être en mesure de produire un vaccin d'ici quelques mois. D'autres labos, soucieux de rester en course, ont promis dans la foulée que leurs propres vaccins ne sauraient tarder. Cette vitesse a de quoi impressionner, de quoi faire espérer à juste titre un moyen de vaincre la pandémie... Et aussi de quoi faire réfléchir à ce qui ne tourne pas rond dans le système capitaliste.

Immunité sélective

Les vaccins ont permis de grandes avancées en limitant l'incidence des maladies contagieuses, comme la tuberculose, voire en les éradiquant, comme la variole. Pour bien des maladies, le procédé est si efficace que l'on ne s'en rend même plus compte : le nombre de victimes de la rougeole dans le monde a été ainsi divisé par 20 entre 1980 et 2015. Face à la Covid, la vaccination pourrait permettre la fameuse immunité collective en limitant le nombre de malades et en évitant la saturation des hôpitaux.

Mais la vitesse avec laquelle les labos élaborent des vaccins contre la Covid n'est pas liée à leur utilité sociale, mais à leur soif de profits. Ils ne font pas preuve du même empressement dans la lutte contre le paludisme qui touche surtout les pays pauvres (400 000 morts chaque année) et contre lequel il n'existe à ce jour aucun vaccin malgré des recherches prometteuses.

Quand la Sécu assure (les profits)

Dans les pays les plus riches où ces labos jouent à domicile, pillant allégrement les finances des États, la Covid est d'ailleurs déjà l'occasion d'opérations justes. Ainsi le groupe de biologie Inovio est aujourd'hui convoité par le fonds d'investissement Ardian. Les profits d'Inovio ont décollé grâce aux tests anti-covid, remboursés à 100 % par l'assurance maladie (quand on n'a pas à le payer soi-même) et qui assurent surtout à ce groupe, à 73 euros le test, une marge confortable !

Avec le vaccin les perspectives de profits sont si considérables que les places boursières ont bondi à l'annonce de Pfizer et BioNTech. Imaginez : une pandémie qui infecte des dizaines de millions de personnes, des États déjà prêts à payer (avec notre argent) les trusts pharmaceutiques, avant même que les scientifiques aient pu faire les vérifications !

À qui profite le soin

Des dizaines de labos se sont jetés dans la course. Si vite que Sanofi a lancé la production de son propre vaccin avant même le début des essais de phase III, décisifs pour l'évaluation des risques. Ce richissime groupe a pourtant annoncé 1700 licenciements en Europe, y compris en recherche et développement !

Certes, la recherche médicale progresse par l'émulation. Mais la concurrence n'est pas l'émulation, c'en est un frein de taille, puisque chaque labo cherche à garder ses résultats pour lui seul. S'il est possible de trouver un vaccin en à peine plus d'un an, à quels résultats seraient parvenus les chercheurs s'ils avaient eu la possibilité de partager librement leurs connaissances ? Et combien d'autres progrès aurait-on pu réaliser contre la Covid, notamment en soins palliatifs et dans le traitement des séquelles ?

Rien de rassurant non plus dans la course à laquelle se préparent les États les plus riches. Le gouvernement français a pré-réservé 90 millions de doses vaccinales pour le 1^{er} semestre 2021 et provisionné 1,5 milliard d'euros. Mais même dans les pays riches, combien de gens ne pourront bénéficier du vaccin, faute de moyens ou de couverture sociale suffisante ? Surtout, combien d'États ne peuvent pas déboursier la même somme ! Combien de pays où la population n'aura accès à aucun vaccin ? Les mêmes où, déjà, les équipements sanitaires sont presque inexistantes.

L'immunité collective... contre le virus capitaliste

Les progrès de la médecine peuvent à juste titre faire rêver. Faisons aussi le rêve d'un monde immunisé contre la course aux profits. Un monde débarrassé du capitalisme, où recherche scientifique et industrie pharmaceutique seraient sous la direction non plus des actionnaires, mais de celles et ceux qui travaillent.

Stop à l'hypocrisie

Les cas de Covid augmentent dans l'usine, mais la direction ne déclare quasiment pas de cas contacts et garde secrets des cas positifs. Elle prétend que la Covid ne peut venir que de l'extérieur de PSA et que son protocole protège de toute contamination. Pure hypocrisie car celui-ci est très théorique et inadapté à la réalité des ateliers. Elle se moque des dangers qu'elle fait courir notamment aux salariés les plus à risques.

Protégeons nous nous-mêmes ainsi que nos proches : avertissons nos collègues s'il y a des cas positifs et n'hésitons à pas à passer des tests ou à se faire arrêter en cas de doute.

Voilà comment on impose des conditions sanitaires !

À PSA Sevelnord, vendredi 6 novembre, des salariés du Montage ont arrêté le travail : il y avait trop de cas positifs. Les ouvriers ont réclamé un test pour tout le secteur. La direction a cédé. Les résultats des tests ont été donnés dès le samedi.

Pour un maintien à 100% des salaires !

Au Montage, la direction prévoit 2h30 de production par jour, le reste en chômage ou « en formation » (payé avec nos impôts) et aussi 8 jours chômés en novembre. La direction profite du soutien financier du gouvernement pour faire des plannings à sa guise et à nos dépens. Stop aux pertes de salaires !

Le retour de l'arnaque, en pire

La direction a présenté un nouveau projet de fonctionnement du compteur de modulation (CMOD), prévu pour le 1^{er} janvier : 2/3 des samedis travaillés ne seront pas payés. Par exemple pour 15 samedis travaillés, seuls 5 seront payés ou mis en compteur individuel, et 10 iront dans le compteur CMOD bloqué et géré par le patron : plus de travail gratuit.

La direction se prépare à la réouverture des concessions, aux lancements de nouveaux véhicules (comme la P2QO)... plus que jamais l'idée est de faire tourner à fond les usines avec un minimum de personnel pour dégager un maximum de profit.

Overdose d'H+

Aux Bacs batteries et Peinture, les H+ obligatoires s'accumulent : travail les jours fériés, tous les samedis, H+ en semaines. Pour bien casser les pieds, et causer des galères de transports en commun ou en co-voiturage, la direction a imposé 30 minutes d'H+ supplémentaire les vendredis à l'équipe d'après-midi... pour 7 ou 8 bacs batterie en plus.

Faire travailler autant d'heures alors qu'il y a plus en plus de chômage partiel ou de chômage dans le pays, c'est une aberration.

Embout : C'est la direction qui a été sanctionnée

Mardi 27 octobre, 80 % des ouvriers de l'Emboutissage ont débrayé pendant 1 heure pour protester

contre les menaces de sanction de la direction envers un délégué CGT. Elle prétexte un défaut qualité. Cette réponse collective est la meilleure des défenses.

Derichebourg ou ISS, le vrai patron c'est PSA !

À la Peinture, PSA vient de changer d'entreprise sous-traitante pour nettoyer les cabines (passant de Derichebourg à ISS). Le but : diviser presque par deux le prix de la prestation. ISS, qui a récupéré le personnel, voulait intimider les salariés dès le 1^{er} jour. Ça a déclenché 5 heures de grève de la totalité des salariés. Ils ont obtenu par écrit un engagement qu'il n'y aurait pas de plan de licenciement, le maintien de leurs salaires, le paiement des heures de grève...

Après 2 semaines, les nettoyeurs de cabines constatent le sérieux de leur nouvel employeur : manque de matériel, tondeuses et auto-laveuses en panne... C'est aussi le résultat des exigences de PSA, pas question pour les salariés d'en payer le prix !

Exploités et virés !

À PSA Rennes, la direction vient de mettre fin à l'équipe de nuit, en renvoyant 500 intérimaires à Pôle Emploi, tout en maintenant des heures supplémentaires pour eux jusqu'au dernier moment. À PSA Sochaux, elle en a viré plus de 500 avec un simple SMS : « Urgent, comme vu avec votre RU, votre contrat s'arrête demain en fin de poste ». Cette attaque contre les intérimaires concerne les CDI : la surcharge de boulot va peser sur les salariés qui restent.

Avec son chiffre d'affaire en hausse au 3^e trimestre et ses réserves, la direction a les moyens de garder tout le monde.

Débrayages à Renault Flins : 4 postes créés

Début novembre, des dizaines de travailleurs CDI et intérimaires de Renault Flins ont débrayé 3 fois contre des suppressions de postes. Au Montage, la direction a dû reculer. En Tôlerie, devant le refus des salariés des autres secteurs de remplacer les grévistes et le naufrage des chefs qui s'y sont essayés, la direction a été forcée de créer 4 postes.

Il y a des contagions qui font réagir les patrons plus vite que d'autres !

BRIDGESTONE FERME

ON A PRIS CE QU'ON
VOULAIT, MERCI !



Jeudi dernier, Bridgestone confirmait la fermeture du site de Béthune au nez de ses 863 salariés. L'État jure d'avoir été « mené en bateau »... on les retrouve pourtant toujours échoués auprès des mêmes ports.